



064

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2025 DU

10 JUIL 2025

EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DES PONTS METALLIQUES ACROW.

FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2025, 2026 ET 2027

IMPUTATION : 36 125 03 33 00 093 523411

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Publics du Ministère des Travaux Publics, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction des ponts métalliques ACROW.

2. Consistance des travaux

Les travaux à réaliser dans le cadre du contrat porteront sur les tâches suivantes :

- L'installation de chantier qui est constituée de la mise à disposition des locaux pour la mission de contrôle, de l'administration et du laboratoire de chantier et de l'amenée et du repli du matériel, de la réalisation des études d'avant-projet détaillé, des plans d'exécution et de recollement et des provisions pour les expropriations et déplacements des tombes ;
- Le dégagement de l'emprise de la chaussée qui consiste à, décaper, abattre des arbres, débroussailler et nettoyer, démolir les buses et dalots, et l'engazonnement des talus ;
- Le terrassement général qui consiste à, déblayer, remblayer, exécuter la couche de forme en graveleux latéritique naturel sur une épaisseur de 30 cm sur les voies d'accès ;
- La réalisation de la chaussée des voies d'accès par la mise en place de couche de fondation en béton de sols d'une épaisseur de 25 cm, de couche de base en grave concassée 0/31,5 de 20 cm d'épaisseur, d'une couche d'imprégnation au cut back 0/1 ou à l'émulsion avec sablage et une couche de revêtement en enduit superficiel bicouche ;
- La réalisation des piles et des culées en béton armé ;
- La mise en place du tablier métallique et des garde-corps en acier (Transport depuis le MARGENIE Douala jusqu'au site concerné et assemblage conformément aux prescriptions techniques).

Ces travaux sont amplement définis dans le CCTP.

3. Allotissement

Les travaux sont constitués en onze (11) lots présentés comme suit :

N° LOTS	N° OA	REGIONS	ITINERAIRES	RIVIERES	PORTEES (ml)	DELAIS (mois)	MONTANTS PREVISIONNELS TTC (FCFA)
1	1	Adamaoua	Foumbam-Banyo -Tibati	Balyara	27,286	18	1 438 105 924
2	4		Foumbam-Banyo -Tibati	Mayo Wouroum	36,43	18	1 506 959 365
3	6	Nord	Mayo Djarendi - Mandjingring (route nationale 13)	Mayo Lidi	103,194	24	1 712 299 003
4	7		Poli-Fignolé (route provinciale)	Moto (Mayo Sasseke)	30,334	18	1 136 856 264
5	12	Est	Kobi-Kagnol Ii-Mhang	Mbang	39,478	18	1 665 320 312
6	13		Badongué-Konga-Kambamieri	Doumé	73,006	24	1 958 746 932
7	21		Messamcna-Ekom	Dju	100,146	24	3 023 193 640
8	24	Centre	Eseka - Song Mbong - Makot - Manguenguess	Malombe	36,43	18	1 359 622 667

N° LOTS	N° OA	REGIONS	ITINERAIRES	RIVIERES	PORTEES (ml)	DELAIS (mois)	MONTANTS PREVISIONNELS TTC (FCFA)
9	30		Bot Makak –Bissombe- Nkoumissié Sud - Nguibassal	Lobe	30,334	18	1 233 889 408
10	32		Sombo (Inter N3) – Bogso (Inter P10)	Kellé	60,81	24	2 085 726 584
11	53	Ouest	Santchou (inter P17)-Carrifour Nfounguouo-Marché Echiock-site du pont	Nkam	51,67	24	1 860 678 420
TOTAL					589,118		18 981 398 519

4. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel desdits travaux est de dix-huit milliards neuf cent quatre-vingt-un millions trois cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent dix-neuf (18 981 398 519) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des marchés est de vingt-quatre (24) mois pour les lots 3, 6, 7, 10, 11 et de dix-huit (18) mois pour les lots 1, 2, 4, 5, 8 et 9. Ces délais courent à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droits camerounais disposant d'une attestation de catégorisation ou d'un récépissé de demande de catégorisation dans le secteur des BTP.

7. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2025, 2026 et 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : «Exclusivement en ligne». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics accompagné du récépissé de dépôt délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC).

Les montants en FCFA desdites garanties sont respectivement de :

Lots	Montants de la caution (en FCFA)
Lot 1	Quatre millions cinq cent mille (4 500 000)
Lot 2	Quatre millions cinq cent mille (4 500 000)
Lot 3	Cinq millions (5 000 000)
Lot 4	Quatre millions (4 000 000)
Lot 5	Cinq millions (5 000 000)
Lot 6	Cinq millions (5 000 000)
Lot 7	Neuf millions (9 000 000)
Lot 8	Quatre millions (4 000 000)
Lot 9	Quatre millions (4 000 000)

Lots	Montants de la caution (en FCFA)
Lot 10	Six millions trois cent mille (6 300 000)
Lot 11	Cinq millions (5 000 000)

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP à l'adresse (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de six cent mille (600 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

- L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 20 AOÛT 2025 à 11 heures. Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original de la caution de soumission et le récépissé de la CDEC devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 20 AOÛT 2025 à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

064
 N° 064 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
 /AONO/MINTP/CIPM-TCRJ/CCCM-TR/2025 DU 10 JUIL 2025
 EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
 DES PONTS METALLIQUES ACROW
 FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES 2025, 2026
 ET 2027, IMPUTATION : 36 125 03 33 00 093 523411.
 (COPIE DE SAUVEGARDE, RECEPISSE DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE
 SOUMISSION) ».

- Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 20 AOÛT 2025 à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

15. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente à l'exception de la caution de soumission;

b) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :

- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
- CV d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Diplôme universitaire en Génie Civil (Bac + 3 minimum), ayant au moins sept (07) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant effectué au moins deux (02) projets au poste de conducteur des travaux

dans le domaine de la construction, d'entretien ou de réhabilitation des ouvrages d'art (joindre curriculum vitae signé par le candidat, une copie certifiée conforme du diplôme signée par l'Autorité Administrative, une attestation de disponibilité datée et signée du candidat et une attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;

- Une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Un rapport de visite de lieux documenté et illustratif (indiquant les éléments prouvant l'existence de l'ouvrage), signé à la dernière page par le soumissionnaire ;
- La charte d'intégrité datée et signée ;
- La déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales ;
- Les bilans financiers du soumissionnaire des trois (03) dernières années (2022-2024), Ces bilans financiers doivent justifier que le soumissionnaire a un chiffre d'affaires cumulé moyen sur les trois (03) dernières années (2022-2024), d'au moins cinq cent millions (500 000 000) de FCFA ;
- Une attestation de capacité financière ou de mise à la disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances, pour préfinancer les travaux, objet de l'Appel d'Offres de référence, à hauteur d'au moins :

Lots	Montant de la capacité financière (en FCFA)
Lot 1	Cinq cent cinquante millions (550 000 000)
Lot 2	Six cent millions (600 000 000)
Lot 3	Six cent cinquante millions (650 000 000)
Lot 4	Quatre cent cinquante millions (450 000 000)
Lot 5	Six cent cinquante millions (650 000 000)
Lot 6	Sept cent cinquante millions (750 000 000)
Lot 7	Un milliard deux cent millions (1 200 000 000)
Lot 8	Cinq cent millions (500 000 000)
Lot 9	Quatre cent cinquante millions (450 000 000)
Lot 10	Huit cent millions (800 000 000)
Lot 11	Sept cent millions (700 000 000)

- Non justification de la possession en propre du matériel minimum suivant :
 - Deux camions bennes ;
 - Une bétonnière $\geq$ 2000 litres ;
 - Une Pelle excavatrice ;
 - Une Moto Pompe ;
 - Un Pick up ;
 - Une station totale
 - Un Compacteur à pied de mouton ou vibrant.
- N'avoir pas satisfait 2/4 des critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel.
- c) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :
 - Une soumission timbrée, datée signée et cachetée ;
 - Le bordereau des prix (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages signé et cachetée à la dernière page ;
 - Le devis quantitatif et estimatif daté, signé et cacheté ;
 - L'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
 - Les sous détails des prix quantifiés paraphés à toutes les pages.

- d) Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.
- e) Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur un (01) critère ;
- b) Le matériel à mobiliser sur un (01) critère ;
- c) Les références du soumissionnaire sur un (01) critère ;
- d) Une Note méthodologique un (01) critère ;

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

16. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins-disante et remplissant les capacités techniques et administratives et financières requises. Un soumissionnaire ne peut être attributaire qu'au plus deux (02) lots. La priorité sera donnée aux lots situés dans la même région.

Pour être attributaire de deux (02) lots, le soumissionnaire doit avoir fourni dans son offre, un personnel et un matériel en double à l'exception de la foreuse.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (88 00 2042).

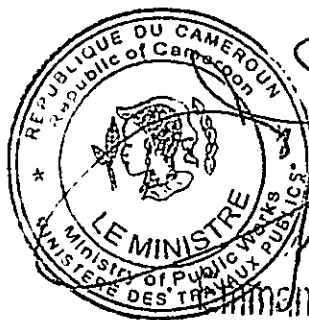
19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé le 10 JUIL 2025



Ministère NGANCU D.



064
No.

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS 10 JUL 2025
/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2025 OF
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO
CONSTRUCT ACROW STEEL BRIDGES.

FINANCING: MINTP PIB. 2025, 2026 AND 2027 FINANCIAL YEARS
LINE: 36 125 03 33 00 093 523411

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the implementation of the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues an Open National Call for Tenders in emergency procedure for the execution of works to construct ACROW steel bridges.

2. Scope of Works

The works to be carried out under this contract shall concern the following tasks:

- Site installation, which includes making facilities available for the control mission, the administration and the site laboratory, bringing and removal of equipment, carrying out detailed design studies, execution plans and post-completion drawings, making arrangements for expropriations and the relocation of graves;
- Clearing the carriageway right of way, which includes stripping, felling trees, bush clearing, demolishing pipe culverts and box culverts, and carrying out slope turfing;
- General earthworks, which include clearing, backfill, laying of a 30-cm-thick subgrade in natural lateritic gravel on access roads;
- Construction of the carriageways of access roads by laying a 25-cm-thick sub-base with soil concrete, a 20-cm-thick base course with 0/31.5 crushed graded aggregates, a prime coat with 0/1 cut-back or by sandblasting and implementation of a double surface dressing wearing course;
- Construction of reinforced concrete piers and abutments;
- Installation of the steel deck and steel guardrails (Transport from MATGENIE Douala to the site concerned and assembly in accordance with technical specifications).

These works are further detailed in the Special Technical Clauses (CCTP).

3. Allotment

The works shall be divided into eleven (11) lots as follows:

Order No.	No. of Engineering Structures	REGION	ROUTE	RIVER	SPAN (LM)	TIME FRAME (months)	ESTIMATED AMOUNT, INCLUDING TAXES (CFAF)
1	1	Adamawa	Foumbam - Banyo - Tibati	Balyara	27.286	18	1,438,105,924
2	4		Foumbam - Banyo - Tibati	Mayo Wouroum	36.43	18	1,506,959,365
3	6	North	Mayo Djarendi - Mandingring (National Road No. 13)	Mayo Lidi	103.194	24	1,712,299,003
4	7		Poli - Fignole (regional road)	Moto (Mayo Sasseke)	30.334	18	1,136,856,264
5	12	East	Kobi - Kagnol li - Mbang	Mbang	39.478	18	1,665,320,312
6	13		Badongue -	Doume	73.006	24	1,958,746,932

Order No.	No. of Engineering Structures	REGION	ROUTE	RIVER	SPAN (LM)	TIME FRAME (months)	ESTIMATED AMOUNT, INCLUDING TAXES (CFAF)
			Konga - Kambamieri				
7	21		Messamena - Ekom	Dja	100.146	24	3,023,193,640
8	24	Centre	Eseka - Song Mbong - Makot - Manguenguess	Malombe	36.43	18	1,359,622,667
9	30		Bot Makak - Bissombe - Nkoumissié Sud - Nguibassal	Lobe	30.334	18	1,233,889,408
10	32		Sombo (Inter N3) - Bogso (Inter P10)	Kelle	60.81	24	2,085,726,584
11	53	West	Santchou (Inter P17) - Carrefour Nfounguouo - Marché Echioc - bridge site	Nkam	51.67	24	1,860,678,420
TOTAL					589.118		18,981,398,519

4. Estimated Cost

The estimated cost of the works is eighteen billion, nine hundred and eighty-one million, three hundred and ninety-eight thousand, five hundred and nineteen (18,981,398,519) CFA francs, including taxes.

5. Execution Time Frame

The overall execution time frame shall be twenty-four (24) months for lots 3, 6, 7, 10 and 11, and eighteen (18) months for lots 1, 2, 4, 5, 8 and 9. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders is open on equal conditions to all contractors governed by Cameroon law with a grading certificate or a receipt of application for categorisation into the BPW sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, 2025, 2026 and 2027 Financial Years.

8. Bidding Method

Bids shall be submitted as follows: "exclusively online". In other words, physical tender submission shall not be applicable under this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in Charge of Finance, to issue bonds as part of Public Contracts. This should be accompanied by the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

The amounts, in CFAF, of the said guarantees shall be as follows:

Lots	Amount of Bid Bond (in CFAF)
Lot 1	Four million, five hundred thousand (4,500,000)

Lots	Amount of Bid Bond (in CFAF)
Lot 2	Four million, five hundred thousand (4,500,000)
Lot 3	Five million (5,000,000)
Lot 4	Four million (4,000,000)
Lot 5	Five million (5,000,000)
Lot 6	Five million (5,000,000)
Lot 7	Nine million (9,000,000)
Lot 8	Four million (4,000,000)
Lot 9	Four million (4,000,000)
Lot 10	Six million, three hundred thousand (6,300,000)
Lot 11	Five million (5,000,000)

Only the original copy of the provisional guarantee dated less than three (3) months must be provided, or otherwise be subject to rejection.

The provisional security of unsuccessful tenderers shall be automatically released upon publication of the contract award decision. In case the tenderer is awarded the contract, the provisional guarantee shall be released as soon as the final bond shall have been constituted. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

10. Consultation of Tender Documents

Hard copies of the Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222,229,234, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210. Soft copies can also be consulted online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of the PCRA (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of six hundred thousand (600,000) CFAF.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone numbers, Fax, Email, etc.).

The aforementioned receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is equally possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS platform via the aforementioned addresses. However, online tendering shall be subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

- For online tendering, the bid must be forwarded by the bidder on COLEPS platform no later than 20 April 2025 at 11 a.m. An uncompressed backup copy of the bid, saved in a USB CD or DVD drive, the receipt from the Deposits and Consignment Fund (CDEC), and the original bid bond shall be submitted in a sealed envelope against a receipt at the Ministry of Public Works, Department of

~~SECRET~~ ~~2025~~

06 / OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 06 / NO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2025 OF 10 JUL 2025
AGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF WORKS

- **File Size and Format**

The maximum size of the aforementioned documents (Volumes 1, 2 and 3) that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative File (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

Accepted formats shall include:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure to use a compression software to reduce the size of the files to be uploaded.

13. Bid Admissibility

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond, established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of Public Contracts, valid for thirty (30) days with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise these shall be rejected.

A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once on 20 AUG 2025 at noon in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works at the Ministry of Public Works, located in the Regional Delegation of Public Works for the Centre in Yaounde.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

15. Evaluation Criteria

15.1. Eliminary Criteria

- a) Incomplete administrative file due to:
- Absence of the bid bond at the opening of tenders;

- Failure to submit, after the 48-hour extension following the opening of tenders, a document deemed non-compliant or missing from the administrative file, except for the bid bond.
- b) **Incomplete technical offer due to absence of one of the following documents:**
 - The formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
 - The CV of a Works Foreman meeting the specific qualification and experience requirements in the Special Tenders Regulation (STR): Holder of a university diploma in Civil Engineering (GCE + 3 at least), with at least seven (7) years of general experience in the building and public works sector, and having carried out at least two (2) projects as a works foreman, concerning the maintenance or rehabilitation of engineering structures (attach the curriculum vitae signed by the candidate, a certified true copy of the diploma signed by the Administrative Authority, a certificate of availability dated and signed by the candidate and an attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE);
 - A dated and stamped attestation of site visit formally signed by the tenderer;
 - A documented and illustrative site visit report (including evidence to the existence of the structure), signed on the last page by the tenderer;
 - The stamped and signed integrity charter;
 - The statement of commitment to comply with environmental terms and conditions;
 - The tenderer's financial statements for the last three (3) years (2022-2024). These financial statements must show that the tenderer has an average cumulative turnover of at least five hundred million (500,000,000) CFAF over the last three (3) years (2022-2024);
 - An attestation of financing capacity or available line of credit, issued by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance, certifying that they can pre-finance the services up to the amount indicated as follows:

Lots	Amount of Financing Capacity (in CFAF)
Lot 1	Five hundred and fifty million (550,000,000)
Lot 2	Six hundred million (600,000,000)
Lot 3	Six hundred and fifty million (650,000,000)
Lot 4	Four hundred and fifty million (450,000,000)
Lot 5	Six hundred and fifty million (650,000 000)
Lot 6	Seven hundred and fifty million (750,000,000)
Lot 7	One billion, two hundred million (1,200,000,000)
Lot 8	Five hundred million (500,000,000)
Lot 9	Four hundred and fifty million (450,000,000)
Lot 10	Eight hundred million (800,000,000)
Lot 11	Seven hundred million (700,000,000)

- Failure to prove ownership of the minimum equipment listed below:
 - Two dump trucks;
 - One concrete mixer $\geq 2,000$ litres
 - One crawler excavator;
 - One motor-pump;
 - One pick-up truck;
 - One total station;

- One sheeps-foot roller or vibratory compactor.
- Failure to meet 2/4 essential criteria, which must include the equipment criterion.
- c) **Incomplete financial offer due to absence of one of the following documents:**
 - A stamped, dated and signed bid;
 - A unit price schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page, and signed and stamped on the final page;
 - A signed, stamped and dated Bill of Quantities;
 - Omission of a quantified unit price in the financial offer;
 - A breakdown of quantified unit prices initialled on all pages.
- d) False declaration, forged or inauthentic documents, fraud.
- e) Non-compliance with the tender file format during the online submission.

15.2 Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated on the basis of the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff on one (1) criterion;
- b) Equipment to be mobilised on one (1) criterion;
- c) Tenderer's references on one (1) criterion;
- d) A methodological score on one (1) criterion.

Note: A state employee without justification of their availability shall not be evaluated.

16. Contract Award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid and meeting the required technical, administrative and financial capacities. A bidder may be awarded two (2) lots at most. Priority shall be given to lots located in the same Region.

To be awarded two (2) lots, the tenderer must have presented staff and an equipment in duplicate in their offer, except for the drilling machine.

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information can be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, at the Engineering Structures Division, Tel.: 222 23 12 56, at the Ministry of Public Works or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner (88 00 2042).

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

20. Fight Against Corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to MINMAP on the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48, or to MINTP on 88 00 2042.

Yaounde, _____

